

au Gouvernement de M. Chevallier (Terme de « bicot » utilisé par M. Moch dit « dix pour cent ») [19 octobre 1950] (p. 7013, 7014, 7015, 7016, 7017); *Contre la censure proposée contre lui* (p. 7017, 7018, 7019).

TINAUD (M. Jean-Louis), *Député des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; — titulaire de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article premier de la loi du 4 mars 1943 relatif aux souscriptions d'actions des sociétés anonymes, **n° 3651**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, **n° 3843**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, **n° 3844**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, **n° 3845**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Paul

Duclercq et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, tendant à modifier l'article 49 du titre III de la loi du 24 juillet 1867 relative aux sociétés par actions, **n° 3846**. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, **n° 4812**. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, **n° 6194**. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, **n° 8670**. — Le 25 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la pêche sardinière française en tenant compte des besoins de la consommation intérieure et de l'utilité des importations, **n° 9049**. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de résolution : 1^o de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à annuler le contingent supplémentaire de 150.000 caisses de sardines en conserve, en provenance du Maroc, ainsi que les importations venant du Portugal, de l'Espagne et de tous autres pays ; 2^o de M. Jean-Louis Tinaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la pêche sardinière française en tenant compte des besoins de la consommation intérieure et de l'utilité des importations, **n° 9319**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Verdun et les sanctions que le Gouvernement compte prendre [28 octobre 1947] (p. 4914). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les contribuables non soumis à l'impôt de solidarité* [22 décembre 1947] (p. 6144) ; — du projet de

loi relatif aux loyers; Art. 34 : *Son amendement relatif à la procédure si le loyer excède 10.000 fr. par an* [5 mars 1948] (p. 1384); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de 1^{re} instance* [2 juin 1948] (p. 3114, 3115); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, en qualité de *Rapporteur* [20 août 1948] (p. 6030); *Question préalable posée par M. Michel* (p. 6032); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Chambeiron tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés d'économie mixte* (p. 6034); *Amendement de M. Deixonne tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés recevant l'aide de l'Etat* (p. 6034); *Amendement de M. Gallet tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de « représentant »* (p. 6035); *Amendement de M. Billat tendant à inclure les entreprises « privées »* (p. 6036); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration : *Discussion générale* [26 novembre 1948] (p. 7267, 7268); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires de 1949; Art. 37 bis : *Amendement de M. Caron tendant à amnistier fiscalement les prisonniers, déportés, anciens combattants, veuves et orphelins de guerre* [31 décembre 1948] (p. 8264). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative au statut du personnel des inspections académiques [24 février 1950] (p. 1435). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2666). — Dépose une demande d'interpellation sur le renouvellement des contingents d'importation de conserves de poissons en franchise de droits de douane [30 mai 1950] (p. 3983). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (ses observations sur les importations de sardines du Maroc en concurrence avec les sardines de Saint-Jean-de-Luz)* [8 juin 1950] (p. 4514, 4512); EDUCATION NATIONALE, Chap. 6190 : *Comités et commissions techniques paritaires (subventions à l'enseignement libre)* [19 juillet 1950] (p. 5611, 5612); — du projet de loi relatif au développement des dépenses

d'investissements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Recevabilité de son amendement tendant à reprendre les crédits prévus pour les investissements en Indochine* [19 juillet 1950] (p. 5620, 5621); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 12 : *Effets de l'amnistie* [21 novembre 1950] (p. 7960, 7961); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général; Art. 8 : *Son amendement tendant à maintenir les droits acquis du personnel des messageries maritimes* [22 décembre 1950] (p. 9515). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'indemnisation des propriétaires de voitures saisies par l'armée allemande [13 avril 1951] (p. 3264). = S'excuse de son absence [18 février 1947] (p. 355), [27 mars 1947] (p. 1153), [20 mai 1947] (p. 1686), [3 juin 1947] (p. 1874), [10 juillet 1947] (p. 2892), [28 juin 1949] (p. 3887), [16 mai 1950] (p. 3700), [30 janvier 1951] (p. 505). — Obtient des congés [18 février 1947] (p. 355), [27 mars 1947] (p. 1153), [20 mai 1947] (p. 1686), [3 juin 1947] (p. 1874), [28 juin 1949] (p. 3887), [16 mai 1950] (p. 3700), [30 janvier 1951] (p. 505).

TINGUY DU POUET (M. Lionel de),

Député de la Vendée.

*Sous-Secrétaire d'État aux Finances
et Affaires économiques.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

Ministre de la Marine marchande

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).